

**PRÉFET DE SEINE-ET-  
SOUS-COMMISSION  
SECURITE**



**MARNE  
DEPARTEMENTALE POUR LA**

**CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS  
RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

Secrétariat de la sous-commission ERP-IGH  
SDIS de Seine & Marne  
Groupement Prévention  
56 avenue de Corbeil - BP 70109 - 77001 Melun Cedex  
Tél : 01 60 56 84 25

Melun, le

Affaire suivie par : capitaine Cécile  
MULLER/commandant Jérôme FALVARD/B

**RAPPORT DE VISITE**

**SEANCE DU VENDREDI 20/12/2019**

**PROCES-VERBAL N° 2019.28      AFFAIRE N° 01**

**REFERENCES DE L'AFFAIRE**

IDENTIFIANT : H28800039.001

OBJET : Visite de sécurité périodique  
Visite de réception partielle

ORIGINE DE LA SAISINE : S/commission ERP/IGH

EN DATE DU : 05/11/2019

REF. DU DOSSIER : VP 2019-505271

DATE DE LA VISITE : 11.12.2019

**DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT**

RAISON SOCIALE : CITE ADMINISTRATIVE

BATIMENT C

RESPONSABLE DE L'ETABLISSEMENT : Monsieur Patrick ROQUES, mandataire unique

ADRESSE : Boulevard Chamblain

COMMUNE : MELUN

CODE POSTAL : 77000

CLASSEMENT : TYPE (S) : IGHW1 (bureaux)

**REFERENCES REGLEMENTAIRES**

Code de la Construction et de l'Habitation

Décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

Arrêté du 18/10/1977 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

**REMARQUES LIMINAIRES :**

- toutes éventuelles inexactitudes ou omissions constatées dans le présent rapport doivent être signalées au secrétariat de la commission de sécurité.
- en application de l'article L 123-1 du Code de la construction et de l'habitation, les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public doivent être conformes aux règles de sécurité fixées par décret en Conseil d'Etat.
- en application de l'article R 123-43 du Code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

## **PREAMBULE**

Le 11/12/2019, les membres du groupe de visite de la sous-commission ERP-IGH se sont réunis afin d'effectuer la visite de sécurité périodique concernant la CITE ADMINISTRATIVE sis Boulevard Chamblain sur la commune de MELUN.

Le responsable d'exploitation précise aux membres du groupe de visite que les travaux concernant la création de 2 bureaux de 18 m<sup>2</sup> et la réduction d'un local dédié aux archives de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) au 11<sup>ème</sup> niveau sont terminés et peuvent être réceptionnés ce jour (séance du 05/07/2019, affaire n° 2 - rapport n° 503906, AT n° 77.288.19.P.0522).

### **Rappel du contexte :**

Depuis 2001 le bâtiment a fait l'objet de nombreux travaux de réhabilitation, sans que ceux-ci n'aient été contrôlés par un organisme agréé, ni fait l'objet d'un avis favorable de la commission de sécurité lors des visites de réception avant ouverture au public.

La commission de sécurité a constaté lors de ses diverses visites :

- l'absence de rapport de vérification du potentiel calorifique des circulations communes et des étages réaménagés,
- l'absence de procès-verbal de la réception du SSI établi par la personne chargée de la coordination et du rapport final établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur,
- qu'aucun document de vérification n'a pu être fourni à l'appui de ces travaux, y compris dans les 15 niveaux terminés accueillant des usagers,
- que les travaux liés à l'isolement par rapport au bâtiment B (hormis le mur mitoyen) et la galerie n'ont pas été réalisés.

Un projet de mise en sécurité visant à mettre le bâtiment C en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 18 octobre 1977 (JO du 25 octobre 1977), modifié par l'arrêté du 22 octobre 1982 (JO du 22 décembre 1982), et les dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011, pour les travaux réalisés après la parution et la date de mise en vigueur de celui-ci, a été présenté en séance du 21/06/2019.

Celui-ci a fait l'objet d'un avis favorable de la sous-commission ERP-IGH (affaire n°1, rapport n°503888).

## **ETAIENT PRESENTS**

### **Membres du groupe de visite :**

- Le maire de Melun, représenté par Mme Josette CHABANE ;
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours, représenté par le Capitaine Cécile MULLER ;
- Le directeur départemental de la sécurité publique, représenté par M. Sébastien TEXEIRA.

#### **Pour l'établissement visité :**

- Monsieur Patrick ROQUES, Régisseur mandataire de la cité administrative,
- Monsieur Olivier TOMEZAK, cité administrative ;

#### **Autres représentants de l'administration**

- Mme Françoise GANCARZ, Préfecture – Chef du SIDPC ;
- Mme Marlène ROWIECKI, Préfecture – adjoint au chef du SIDPC ;
- Monsieur Antonio RORIZ, service Hygiène et Sécurité – ville de Melun ;
- Commandant Jérôme FALVARD, SDIS 77 – chef du service Sous-commission ERP-IGH ;
- Monsieur AUTHEVILLE, stagiaire.

#### **DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT :**

Le site est composé de plusieurs bâtiments répartis de la manière suivante :

- Lot 1 : Bâtiment C, R + 15 sur rez-de-chaussée haut, bas et sous-sol avec terrasse technique, classé en IGHW 1,
- Lot 2 : Bâtiments A et B, R + 6 partiel sur sous-sol, classé en 5<sup>ème</sup> catégorie (Cf. AT 2009.25.240 du 27.07.2009),
- Lot 3 : Bâtiment accueil, R + 1, classé en 5<sup>ème</sup> catégorie (Cf. PC 2004.25.691 du 17.12.2004),
- Lot 4 : Restaurant inter-administratif (RIAM) assujetti au Code du travail.

#### **BATIMENT C - DESCRIPTIF DU LOT N° 1 :**

Le bâtiment est constitué de :

- une terrasse technique : avec machineries ascenseurs et 2 groupes froid de production d'eau glacée d'une puissance totale absorbée de 402 kW, soumise à déclaration au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).
- R + 15 à R + 1 : un compartiment par niveau de 350 m<sup>2</sup> environ, avec 2 escaliers munis de dispositifs d'intercommunication.
- Rez-de-chaussée haut : compartiment avec poste central de sécurité.
- Rez-de-chaussée bas :
  - . 2 salles de réunion de 85 et 55 m<sup>2</sup>,
  - . 2 bureaux,
  - . local transformateur et groupe électrogène de sécurité sur l'arrière.
- Sous-sol : locaux techniques électriques et locaux de stockage d'archives.

Ce bâtiment présente un plancher bas du niveau le plus haut accessible, situé à 49,60 m. Il est doté d'un désenfumage mécanique avec les caractéristiques de la solution B et d'un SSI de catégorie A.

Deux poteaux d'incendie, situés à moins de 60 mètres, sont destinés à assurer l'alimentation des colonnes sèches.

Le bâtiment est doté d'un service de sécurité composé de 2 agents de garde 24h/24 (1 SSIAP 2 et 1 SSIAP 1) et d'un SSIAP 1 supplémentaire en journée (prestataire extérieur).

**EFFECTIF ET CLASSEMENT :**

| Etage    | Service           | Effectif public | Effectif personnel | Total  |
|----------|-------------------|-----------------|--------------------|--|
| 15       | DSEN              | 1               | 15                 | 16   |
| 14       | DSEN              | 1               | 21                 | 22   |
| 13       | DSEN              | 1               | 28                 | 29   |
| 12       | DSEN              | 1               | 28                 | 29   |
| 11       | DSEN              | 1               | 19                 | 20   |
| 10       | DSEN              | 1               | 30                 | 31   |
| 9        | DSEN              | 1               | 21                 | 22   |
| 8        | DSEN              | 1               | 20                 | 21   |
| 7        | DSEN              | 1               | 24                 | 25   |
| 6        | DSEN              | 1               | 24                 | 25   |
| 5        | ONAC - DIRECCTE   | 1               | 10                 | 11   |
| 4        | DIRECCTE          | 0               | 21                 | 21   |
| 3        | DIRECCTE          | 0               | 16                 | 16   |
| 2        | DIRECCTE          | 0               | 19                 | 19   |
| 1        | DIRECCTE          | 0               | 17                 | 17   |
| RDC Haut | DIRECCTE          | 10              | 17                 | 27   |
| RDC Bas  | Salles de réunion | 05*             | 20*                | /effectifs des étages supérieurs, non cumulé |
| TOTAL    |                   | 21              | 350                | 371  |

Au vu de ses caractéristiques constructives, le bâtiment est classé IGHW 1.

Le permis de construire étant postérieur au 06/12/1967, l'établissement est assujéti à l'article 3 § 1 de l'arrêté du 18/10/1977.

**RAPPEL DES DEROGATIONS ACCORDEES :**

**Dérogation n° 1 :** la non-conformité de la réaction au feu du plancher de la galerie d'intercommunication avec le bâtiment B, l'absence d'un exutoire de fumées et l'absence d'installation d'une tête de détection incendie au droit de la passerelle dite « galerie couverte ouverte » est accordée compte-tenu des mesures compensatoires suivantes :

- le bois est traité de sorte qu'il dispose d'un degré de réaction au feu classé M1 (selon les recommandations du Groupement Technique Français de l'Ignifugation (GTFI) ;
- de la vidéosurveillance est installée, reliée au PC sécurité, permettant une détection précoce d'un départ de feu.

**Dérogation n° 3 :** l'absence de dissociation des escaliers desservant les étages et le sous-sol au rez-de-chaussée bas, dans l'attente d'une solution technique constructive réalisable et envisageable, est accordée compte-tenu des mesures compensatoires suivantes :

- renforcement du balisage d'évacuation vers l'extérieur (orientant les personnels présents au niveau RDC bas,
- renforcement de la fonctionnalité du dispositif interdisant aux personnels de se rendre au sous-sol,
- renforcement de la formation sur ce point et exercices d'évacuations.

**Dérogation n° 2 :** un sursis à statuer est prononcé concernant l'absence de degré de résistance au feu des parois de la façade Ouest, aux niveaux R+3 et R+4, situées immédiatement au-dessus d'un dièdre formé avec

le bâtiment B, compte-tenu qu'un programme de rénovation de l'ensemble des façades des bâtiments a été voté et que le pétitionnaire va déposer une demande d'autorisation de travaux visant à rendre celles-ci conformes à la réglementation.

#### **RAPPEL DU SCHEMA GLOBAL DE MISE EN SECURITE :**

Depuis 2001 le bâtiment a fait l'objet de nombreux travaux de réhabilitation, sans que ceux-ci n'aient été contrôlés par un organisme agréé, ni fait l'objet d'un avis favorable de la commission de sécurité lors des visites de réception avant ouverture au public.

Le pétitionnaire a missionné un bureau de contrôle afin de réaliser un audit et de fournir un RVRAT relatif à l'ensemble de ces travaux (rapport de vérifications réglementaires après travaux « Levée des réserves Rapport n° 1 077 061 indices 5 et reprise indice 5 citée administrative », mission SEI, référencé n° 7152417/1 révision n° 1, établi par le bureau VERITAS le 25/01/2019).

Le schéma directeur de mise en sécurité propose un échéancier dans le but de lever ces 25 non-conformités.

Les dispositions ne pouvant techniquement pas être respectées ont fait l'objet des 3 demandes de dérogation.

Parmi les non-conformités constatées lors des différentes commissions de sécurité, 6 points majeurs sont particulièrement impactant pour la sécurité. Les propositions de traitement du pétitionnaire sont les suivantes :

#### **- défaut d'isolement du bâtiment B et de l'IGH (GH 8 et 11) :**

- réaction au feu de la couverture galerie de liaison entre les 2 bâtiments : ce point sera traité dans la première tranche de travaux,
- réaction au feu du revêtement de sol et désenfumage de la galerie, installation d'une DAI (détecteur automatique d'incendie) dans la galerie au droit de la porte du bâtiment B : objet de la première demande de dérogation.

#### **- non-conformité relative au comportement au feu des façades (GH 12) :**

- la stabilité au feu de degré 2h des parties porteuses des façades et la limitation de la propagation d'un incendie d'un compartiment à l'autre par les jonctions ou par l'extérieur ne sont pas évaluées : la mission d'évaluation sera confiée au CSTB ou EFFECTIS en 2022.

#### **- non-conformité de l'isolement entre le bâtiment B et l'IGH au niveau des façades (formation d'un dièdre, GH 13) :**

- objet de la demande de dérogation n° 2.

#### **- Absence de conformité du SSI A (GH 49) :**

- redéfinition des zones d'alarme et implantation de la détection automatique d'incendie (entre autres) : un coordinateur SSI est missionné, la remise en conformité totale sera effectuée sur les 3 tranches de travaux.

#### **- défaut d'isolement des gaines (GH19, GH 35, GH 40) :**

- le calfeutrement est prévu : ce point sera traité dans la première tranche de travaux.

#### **- absence de dissociation des volumes des escaliers desservant les étages et ceux desservant les sous-sols (GH 23) :** objet de la demande de dérogation n° 3.

Les travaux du schéma global de mise en sécurité concernent principalement :

### **Première tranche : 2019**

- la couverture de la galerie de liaison entre l'IGH et le bâtiment B,
- le classement des PV de réaction au feu et mise en place d'une procédure de gestion administrative des documents relatifs aux matériaux de construction,
- le calfeutrement des gaines verticales,
- la mise à niveau du système de désenfumage du dispositif d'intercommunication,
- le début de mise en conformité du SSI,
- la pose d'interphones permettant l'alerte intérieure,
- la pose de plans de niveau et de numérotation d'étages dans les escaliers,
- l'intensification des formations des agents SSIAP,
- l'amélioration du balisage d'évacuation,
- la délimitation des espaces d'attente des personnes en situation de handicap.

### **Deuxième tranche : 2020**

- la constitution d'un dossier technique spécifique du système de désenfumage,
- la mise en place d'inverseurs équipés d'une commande locale manuelle permettant le choix des sources (M0 entre les 2 contacteurs) de l'alimentation électrique de sécurité (AES) conformément à l'article GH 43,
- la mise en conformité du SSI (suite),
- l'isolement des canalisations issues des TGBT 2 et TGBT 3 cheminant dans les dégagements du bâtiment B,
- l'isolement des canalisations issues du GES traversant l'atelier dans un cheminement technique protégé coupe-feu de degré 2h.

### **Troisième tranche : 2022**

- l'évaluation du comportement au feu des façades par un organisme agréé (CSTB ou Effectis),
- le transfert du PCS au RDC bas,
- la modification du sens d'ouverture des portes du RCB Nord Sein et du sas Sud Ville ;
- la modification des commandes Prioritaires Pompiers des ascenseurs au niveau d'accès des secours,
- l'installation de clapets coupe-feu dans les gaines de ventilation au RCB au droit des Circulations Horizontales Communes (CHC),
- la mise en conformité de l'éclairage de sécurité des CHC et escaliers conformément à l'article GH 48 de l'arrêté du 30/12/2011,
- la mise en conformité du SSI (fin),
- le remplacement des portes afin de limiter la charge calorifique des compartiments en exploitation.

### **Autres travaux en cours :**

D'autres travaux concernent la mise en place de dispositifs de contrôle d'accès de 4 issues de secours situées aux niveaux RDC haut (issue donnant directement sur l'extérieur et issue en intercommunication avec le bâtiment B) et le RDC bas (issue donnant directement sur l'extérieur et issue en intercommunication avec le bâtiment B). Ces issues sont également placées sous vidéosurveillance (séance du 05/07/2019, affaire n° 1, rapport n° 503907, AT n° 77.288.19.P.0313).

### **EXTRAIT DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ANTERIEURE :**

| DATE | OBJET | REF | AVIS |
|------|-------|-----|------|
|------|-------|-----|------|

|          |  |                |  |
|----------|--|----------------|--|
| 05/11/68 | Permis de construire   | PC.68.10.1994  | Sans avis  |
| 28/01/71 | Visite de conformité   | VC.71.3.115    | Sans avis  |
| 05/10/83 | 1 <sup>ère</sup> tranche de travaux, désenfumage et compartimentage  | CC.83.50       | Favorable  |
| 27/03/84 | Réception désenfumage  | VS.84.40       | Sans avis  |
| 05/04/01 | Permis de construire réhabilitation  | PC.01.25.261   | Favorable  |
| 12/09/03 | Visite de sécurité, réception 1 <sup>ère</sup> tranche   | VS.03.25.208   | Défavorable  |
| 17/12/04 | Permis de construire travaux ponctuels   | PC.04.25.691   | Favorable  |
| 07/01/05 | Levée de réserves de la visite de sécurité de 2003   | CE.04.25.758   | Défavorable  |
| 25/02/05 | Déclaration de travaux des façades   | DT.05.25.80    | Favorable  |
| 16/10/09 | Visite périodique  | VP.09.25.86    | Défavorable  |
| 21/07/14 | Visite périodique  | VP.14.25.35    | Défavorable (*)  |
| 09/06/17 | Autorisation de travaux<br>Demande de dérogation (niches en excroissance)<br>AT 77.288.16.H.0744 et AT 77.288.17.P.0205                                | AT.2017.119    | Défavorable (**)   |
| 02/02/18 | Levée de prescriptions   | LP 2016.796    | Défavorable (***)  |
| 16/02/18 | Courrier accusé réception<br>abandon des travaux de niche en excroissance  | CD 2018.099    | /  |
| 21/06/19 | Schéma directeur de mise en sécurité<br>Demande de dérogation n°1<br>Demande de dérogation n°3<br>Demande de dérogation n°2<br>Poursuite des activités | AT 2019.503888 | Favorable<br>Favorable<br>Favorable<br>Sursis à statuer<br>défavorable |
| 05/07/19 | Autorisation de travaux<br>(AT 077.288.19.P0522)   | AT 2019.503906 | Favorable  |
| 05/07/19 | Autorisation de travaux<br>(AT 077.288.19.P0313)   | AT 2019.503907 | Favorable  |

(\*) un **avis défavorable** à la poursuite des activités de la CITE ADMINISTRATIVE de MELUN, compte-tenu qu'aucune réception de travaux ni projet d'aménagement n'ont été effectués et que des défauts de compartimentage et d'alarme ont été relevés lors de la visite.

(\*\*) un **avis défavorable** aux deux demandes d'autorisation de travaux n° AT 77.288.16.H.0744 et AT 77.288.17.P.0205 concernant les travaux de réaménagement des bureaux de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECTE), compte-tenu qu'ils ne prévoient pas d'amélioration du niveau de sécurité du bâtiment.

(\*\*\*) un **avis défavorable** à la poursuite des activités de la CITE ADMINISTRATIVE de MELUN, compte-tenu qu'aucune réception de travaux ni projet d'aménagement n'ont été effectués et que des défauts de compartimentage et d'alarme ont été relevés lors de la dernière visite périodique, et que les éléments présentés ne lèvent aucune observation (devis).

(\*\*\*\*) un **avis favorable** à la demande de dérogation n° 1 concernant la non-conformité de la réaction au feu du plancher de la galerie d'intercommunication avec le bâtiment B, l'absence d'un exutoire de fumées et l'absence d'installation d'une tête de détection incendie au droit de la passerelle dite « galerie couverte ouverte ».

un **sursis à statuer** à la demande de dérogation n° 2 concernant l'absence de degré de résistance au feu des parois de la façade Ouest, aux niveaux R+3 et R+4, situés immédiatement au-dessus d'un



dièdre formé avec le bâtiment B, compte-tenu que le pétitionnaire va déposer une demande d'autorisation de travaux visant à rendre celle-ci conforme à la réglementation,

un **avis favorable** à la demande de dérogation n° 3 concernant l'absence de dissociation des escaliers desservant les étages et le sous-sol au rez-de-chaussée bas, dans l'attente d'une solution technique constructive réalisable et envisageable,

un **avis favorable** au schéma global de mise en sécurité,

un **avis défavorable** à la poursuite des activités de la CITE ADMINISTRATIVE de MELUN, compte-tenu des défauts de compartimentage et d'alarme ont été relevés lors de la dernière visite périodique.

#### **DOCUMENTS, JUSTIFICATIFS DES VERIFICATIONS PRESENTES, CONTROLES ET ENTRETIENS EFFECTUES :**

- A. Rapport de vérifications réglementaires en exploitation des installations électriques (partie IGH) établi par le bureau de contrôle VERITAS le 15/11/2019, référencé n° 141010338.1.RVRE, sans non-conformité.
- B. Rapport de vérifications réglementaires en exploitation des installations électriques (partie Code du travail) établi par le bureau de contrôle VERITAS le 15/11/2019, référencé n° 141010340.1.P, comportant 5 non-conformités.
- C. Registre de sécurité mentionnant la vérification annuelle du groupe électrogène le 21/11/2019 par la société ENGIE COFELY, comportant 1 observation levée par la société ENGIE COFELY.
- D. Rapport de vérification réglementaires en installation des installations de gaz combustibles établi par le bureau de contrôle VERITAS le 29/11/2018, référencé n° 8144730/7.1.1.R, sans observation.
- E. Rapport d'analyse des risques liés à la foudre établi par le bureau VERITAS le 10/01/2019, référencé 8144730/16/1R, ne mentionnant aucune observation.
- F. Attestation d'installation et de vérification de bon fonctionnement des paratonnerres établie par la société ITE systèmes (installations neuves) le 19/05/2018.
- G. Attestation d'entretien de la chaufferie (dont chaudières gaz, eau ECS et eau appoint chauffage) établie par la société ENGIE AXIMA le 19/11/2019.
- H. Certificat de ramonage des 2 chaudières/cheminées/trainasses établi par la société ENGIE AXIMA le 13/1/2019.
- I. Contrat de maintenance du SSI de catégorie A établi avec la société FINSECUR le 11/12/2018, valable 4 ans (délai d'intervention de 4h).
- J. Registre de sécurité mentionnant la visite de maintenance préventive périodique du SSI effectuée par la société FINSECUR le 20/09/2019.
- K. Rapport d'associativité du SSI établi par la société CNPP le 03/06/2016, comportant 15 observations relatives à la conformité des matériels mis en place (installation des diffuseurs visuels et sonores).
- L. Rapport de vérifications réglementaires en exploitation triennal des moyens de secours (désenfumage des circulations des compartiments et des SAS des escaliers) établi par le bureau VERITAS le 24/10/2018, référencé n° 8144730/11.1.1.R, comprenant 57 observations.
- M. Rapport de vérification du désenfumage établi par la société ALARME SOLUTION France pour l'année 2019.

- N. Attestation de remplacement de 4 portes coupe-feu défectueuses établie par la société SIPAM le 12/12/2018 (4 dans les SAS, 11 dans les locaux à risques du sous-sol).
- O. Rapport de vérification des portes coupe-feu établi par la société ALARME SOLUTION France pour l'année 2019.
- P. Bon d'intervention relatif à l'entretien du désenfumage naturel (exutoires des escaliers) établi par la société FINSECUR le 09/01/2019 comportant 1 observation (1 ouvrant et un treuil HS escalier Sud).
- Q. Rapport de vérifications réglementaires en exploitation quinquennale établi par le bureau VERITAS le 22/11/2018, référencé n° 8144730/12.1.1.R, comportant 32 observations levées le 11/10/2019 par la société OTIS.
- R. Rapport de vérifications réglementaires en exploitation des 2 ascenseurs prioritaires et du monte-charge établi par le bureau VERITAS le 22/11/2018 n° 8144730/14.1.1.R, comportant 35 observations levées par la société OTIS le 11/10/2019.
- S. Bon de vérification et de maintenance des 2 poteaux d'incendie établi par la société SICLI le 14/10/2019.
- T. Registre de sécurité mentionnant la vérification périodique des 4 colonnes sèches établi par la société CHUBB - SICLI le 30/09/2019.
- U. Bon de vérification et de maintenance des extincteurs établi par la société SICLI le 14/10/2019.
- V. Attestation relative à la vérification des interphones les 10/09/2019 et 16/09/2019, établie par la société ITE SYSTEMES, datée du 19/09/2019.
- W. Registre de sécurité mentionnant la vérification des portes automatiques établi par la société PORTALP le 28/10/2019.
- X. Tableau de synthèse reprenant les diplômes et certificats de recyclage des agents du service de sécurité (SSIAP 1et 2), des habilitations H0B0 et des formations SST établi par la société ASGC (société prestataire) pour les années 2017 à 2019.
- Y. Rapport de vérifications réglementaires après travaux (mission SEI) relatif aux travaux réalisés au 11<sup>ème</sup> étage de l'IGH, établi par le bureau QUALICONSULT le 15/10/2019, référencé n° 082-771900875 – MFO/NF/082 19 10 155, faisant état de 3 non-conformités.

### **ESSAIS ET CONSTATATIONS :**

Un exercice d'évacuation des 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> étages a été réalisé le 2 décembre 2019 en présence des sapeurs-pompiers. Celui-ci avait pour but de valider les procédures internes d'évacuation mises en place. L'évacuation a été réalisée en bon ordre et dans le calme. Les personnels concernés ont été acheminés ou se sont rendus par leurs propres moyens au point de rassemblement situé sur le parking extérieur en moins de 5 minutes.

Des essais de sollicitation de détection automatique d'incendie, d'audibilité de l'alarme générale, de compartimentage, de désenfumage et de bon fonctionnement des interphones ont été réalisés sur l'ensemble des niveaux. Ceux-ci se sont révélés concluants. Les personnels en charge de l'exploitation du SSI et des levées de doutes ont eu un comportement adapté.

Le rapport de vérifications réglementaires en exploitation des installations électriques présenté au groupe de visite mentionne que la coupure générale des installations électriques a été effectuée le 15/10/2019 par le

contrôleur technique. De ce fait, l'essai du fonctionnement des organes de coupure des installations électriques du bâtiment n'a pas été effectué lors de la visite.

#### Concernant la visite des lieux :

Les dispositifs de contrôle d'accès de 4 issues de secours situées aux niveaux RDC haut et bas prévus en séance du 05/07/2019 (affaire n° 1, rapport n° 503907, AT n°77.288.19.P.0313) ont été mis en place. Cependant aucun RVRAT n'a été présenté aux membres du groupe de visite.

En outre, il n'est pas possible d'évaluer si le déverrouillage des 4 portes est :

- effectué sans temporisation, de manière automatique et généralisée, dès déclenchement du processus d'alarme dans l'un quelconque des compartiments du bâtiment C ;
- déclenché par action sur le dispositif de commande manuelle à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande (déclencheur manuel vert) ;
- assuré à partir du poste central de sécurité incendie par une commande spécifique ;
- effectué manuellement, à l'aide de clés, par le service de sécurité incendie et d'assistance à personnes.

Les blocs-portes d'isolement des gaines d'ascenseurs ont été remis en état de fonctionnement.

Les portes coupe-feu situées au sous-sol ont été remplacées et sont en bon état de fonctionnement.

Les trous des gaines techniques verticales ont été obturés au moyen de matériaux coupe-feu de degré 2 heures.

Les blocs-portes des sas d'évacuation sont en bon état de fonctionnement.

Les plans à jour sont affichés à chaque niveau.

Le bâtiment est doté d'un service de sécurité composé de 2 agents de garde 24h/24 (1 SSIAP 2 et 1 SSIAP 1) et d'un SSIAP 1 supplémentaire en journée (prestataire extérieur).

Les occupants sont informés régulièrement des conditions dans lesquelles est assurée la protection contre l'incendie de l'immeuble.

#### Concernant l'étude des documents :

Le rapport de vérifications réglementaires de la charge calorifique de l'IGH effectué par le Bureau VERITAS en décembre 2019 n'a pu être présenté aux membres du groupe de visite, le contrôleur technique ne l'ayant pas encore finalisé. Il en est de même pour la vérification annuelle des installations de gaz.

Les 57 observations du rapport de vérifications réglementaires en exploitation triennal des moyens de secours (désenfumage des circulations des compartiments et des SAS des escaliers) établi par le bureau VERITAS le 24/10/2018, référencé n° 8144730/11 .1.1.R, concernent des écarts de débits et pressions par rapport aux valeurs théoriques. Ces observations sont générées par l'application de l'arrêté du 30/12/2011 à un bâtiment construit sur la base de dispositions constructives antérieures à l'arrêté du 18/10/1977 : les valeurs mesurées de débit et de pression sont supérieures aux valeurs réglementaires actuelles.

Le niveau de sécurité du bâtiment a considérablement évolué, de façon positive, depuis la mise en place d'une gouvernance dédiée au projet de mise en sécurité. L'investissement se met en place pour qu'en 2021 la finalisation des travaux planifiés amène à un avis favorable à la poursuite des activités.

|   |
|---|
| <b>AVIS DE LA SOUS-COMMISSION ERP-IGH</b> |
|---|

## (Affaire n° 01)

Entendu monsieur ROQUES, régisseur ;

Entendu monsieur TOMEZAK, chef du service gestion ;

- Qui remettent aux membres de la sous-commission ERP-IGH les documents suivants :

- Rapport de vérifications réglementaires en exploitation – Evaluation de la charge calorifique IGH- établi par le bureau de contrôle SOCOTEC le 12/12/2019, référencé n°969Z0/19/4007, précisant que les vérifications réalisées portant sur les installations n'ont pas relevé d'anomalie ou défectuosité.

- Attestation de levée de 4 observations du rapport de vérifications réglementaires en exploitation triennal des moyens de secours (désenfumage des circulations des compartiments et des SAS des escaliers) référencé n° 8144730/11.1.1.R par les sociétés ALARME SOLUTION FRANCE et FINSECUR les 05/12/2019 et 16/09/2019, établie le 20/2/2019 par monsieur Olivier TOMEZAK.

- Qui indiquent que le potentiel calorifique est en cours de résorption, sans toutefois permettre la levée des prescriptions numérotées 1 et 2.

Entendu les membres de la sous-commission ERP-IGH, celle-ci émet :

- **un avis favorable** à la réception des travaux du 11<sup>ème</sup> niveau concernant la création de 2 bureaux de 18 m<sup>2</sup> et la réduction d'un local dédié aux archives de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) ;

- **un avis défavorable** à la poursuite d'activité de la CITE ADMINISTRATIVE sise Boulevard Chamblain sur la commune de MELUN., compte-tenu du non achèvement des travaux réalisés dans le cadre du projet de mise en sécurité du bâtiment, dont l'échéance est prévue pour 2021-2022.

Après étude des documents, et visite des lieux, la réalisation des prescriptions suivantes est proposée à monsieur le maire :

1. Mettre en conformité les locaux ou réduire le potentiel calorifique (article GH 59 du règlement de sécurité).
2. Transmettre à la sous-commission ER-IGH un rapport de vérifications réglementaires en exploitation de l'évaluation de la charge calorifique IGH datant de moins de 5 ans (article GH 59 du règlement de sécurité).
3. Transmettre à la sous-commission ER-IGH un rapport de vérifications réglementaires en exploitation des installations de gaz combustibles datant de moins d'un an (article GH 59 du règlement de sécurité).
4. Lever les 3 non-conformités du rapport de vérifications réglementaires après travaux (mission SEI) relatif aux travaux réalisés au 11<sup>ème</sup> étage de l'IGH, établi par le bureau QUALICONSULT le 15/10/2019, référencé n° 082-771900875 – MFO/NF/082 19 10 155, à savoir :
  - la porte (7D) de la salle d'archives donnant dans la circulation n'a pas été remplacée conformément à la déclaration de travaux. Justifier le degré CF 1h de cette porte.
  - la demande de travaux en date du 04/03/2019 prévoit la mise en place de 2 têtes de DI dans la salle d'archives. Travaux non réalisés.
  - faire un relevé de la charge calorifique pour le local archives situé au 11<sup>ème</sup> étage du bâtiment C.

5. Lever les 5 observations du rapport de vérifications réglementaires en exploitation des installations électriques (partie Code du travail) établi par le bureau de contrôle VERITAS le 15/11/2019, référencé n° 141010340.1.P, comportant 5 non-conformités, à savoir :
- locaux récepteurs électriques : remettre en place les caches de protection des boîtiers de désenfumage situés dans les cages d'escaliers ;
  - remettre en état de fonctionnement plusieurs éclairages de sécurité défectueux dans l'ensemble de l'établissement ;
  - mettre à jour tous les schémas des armoires électriques dans l'ensemble du bâtiment ;
  - remédier au défaut d'isolement signalé par le contrôleur permanent d'isolement ;
  - remédier au défaut de fonctionnement du dispositif d'alarme associé au contrôleur permanent d'isolement.
6. Lever les 53 observations restantes du rapport de vérifications réglementaires en exploitation triennal des moyens de secours (désenfumage des circulations des compartiments et des SAS des escaliers) établi par le bureau VERITAS le 24/10/2018, référencé n° 8144730/11 .1.1.R (cf. annexe).

**Prescriptions relatives à l'autorisation de travaux concernant le verrouillage électromagnétique de 4 issues de secours des niveaux RDC haut et bas (n° AT 77.288.19.P.0313, séance du 05/07/2019, rapport n° 503907) :**

7. S'assurer que le déverrouillage des 4 portes, asservi au SSI A de la cité administrative, soit (articles GH 23§7 et GH 27§2 de l'arrêté du 30 décembre 2011) :
- effectué sans temporisation, de manière automatique et généralisée, dès déclenchement du processus d'alarme dans l'un quelconque des compartiments du bâtiment C ;
  - déclenché par action sur le dispositif de commande manuelle à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande (déclencheur manuel vert) ;
  - assuré à partir du poste central de sécurité incendie par une commande spécifique ;
  - effectué manuellement, à l'aide de clés, par le service de sécurité incendie et d'assistance à personnes.
8. Adresser au secrétariat de la sous-commission ERP-IGH, à l'occasion d'une visite de réception des travaux du projet global de mise en sécurité (articles 46, 47 et 48 du décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié) :
- le procès-verbal de réception du SSI établi par le coordinateur SSI,
  - les rapports de vérifications réglementaires après travaux établis par une personne ou un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur,
  - une attestation du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité,
  - une attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée, lorsque les travaux le nécessitent, ainsi qu'un relevé de conclusions compte tenu des travaux réalisés.

**Prescriptions relatives au schéma directeur de mise en sécurité (séance du 21/06/2019, rapport n°503888) :**

9. Demander à monsieur le Maire, un mois avant la fin des travaux concernant la galerie de liaison dite « couverte-ouverte » puis un mois avant la fin des travaux de la tranche n° 3 et lorsque le pétitionnaire le juge nécessaire, le passage du groupe de visite de la sous-commission ERP-IGH (article R. 122-19 du code de la construction et de l'habitation).

10. Adresser au secrétariat de la sous-commission ERP-IGH, 48 heures avant chaque visite de réception de ces travaux (articles 46, 47 et 48 du décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié) :

- le procès-verbal de réception du SSI établi par le coordinateur SSI, le cas échéant,
- les rapports de vérifications réglementaires après travaux établis par une personne ou un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur,
- une attestation du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité,
- une attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée, lorsque les travaux le nécessitent, ainsi qu'un relevé de conclusions compte tenu des travaux réalisés.

**En cas de non présentation de ces documents, la visite ne pourra être effectuée.**

*« En application de l'article R 123-49 du Code de la construction et de l'habitation, il est rappelé qu'il appartient au Maire de notifier le résultat des visites et sa décision aux exploitants soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception ».*

Pour la Préfète, et par délégation,  
L'attachée adjointe au chef du SIDPC,

Marlène ROWIECKI

Destinataires : membres de la sous-commission ERP/IGH

« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement automatisé en application de l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des établissements recevant du public ».